

effondrée à \$583,065 en 1929, autant dire qu'elle a sombré. Notre exportation de lait frais et de crème, qui se chiffrait à \$7,784,222 en 1925, s'est abaissée à \$5,661,792 en 1929. Notre exportation de lait condensé a fléchi de cinq millions à trois millions; et notre exportation de graines de semence s'est affaïssée de seize millions à trois millions.

Voyons l'opération dans l'autre sens. Notre importation de beurre, qui était de \$39,315 en 1925, a bondi à \$12,714,253 en 1929. Notre importation de légumes frais, qui était de quatre millions en 1925, s'élève aujourd'hui à huit millions. Notre importation de légumes en conserves, de un million qu'elle était en 1925, a passé à deux millions. Avec la permission de la Chambre je consignerai ces chiffres aux Débats:

Importations et exportations de certains produits agricoles en 1929 comparativement à 1925:		
	1925	1929
Exportations		
Lait (frais et crème) . . .	\$ 7,784,222	\$ 5,661,792
Lait (condensé)	5,088,441	3,625,361
Graines de semence	16,626,955	3,928,782
Animaux (sur pied)	22,110,978	16,453,235
Beurre	9,917,516	583,065
Fromage	34,575,980	18,503,575
(Eufs	985,693	423,572
Foin	2,619,298	1,799,831
Viandes	37,715,281	15,773,743
Lard fumé et jambons	29,055,490	6,868,645
Importations		
Beurre	39,315	12,714,253
Fruits	27,022,194	34,069,957
Légumes:		
Frais	4,272,027	8,069,717
En conserves	1,191,834	2,037,391

Importations aux Etats-Unis, et exportations des Etats-Unis, de produits agricoles et légumiers en 1929 comparativement à 1925.

	Exportations	Importations
1925	\$42,587,129	\$ 76,561,849
1929	51,279,147	103,434,545

Mais il y a un autre aspect de cette question que nous ne pouvons pas ignorer, et qui constitue, selon moi, le côté le plus grave du problème que nous devons affronter. Malgré la gravité de notre solde débiteur avec l'Oncle Sam, une caractéristique encore plus alarmante est la progression de ce solde débiteur. Analysons les faits. En 1925, nos importations des Etats-Unis se sont élevées à environ \$500,000,000, et l'an dernier, elles atteignaient à peine moins de \$900,000,000. Durant cette période de quatre années, notre balance défavorable avec les Etats-Unis s'est accrue dans la proportion virtuelle de quatre cents pour cent. Des \$92,000,000 qu'elle représentait en 1925, elle a progressé au point de devenir \$348,000,000. Durant la même période, nos exportations aux Etats-Unis ont enregistré une progression d'à peine 23 p. 100, c'est-à-dire que les \$417,000,000 en 1925 ont augmenté à \$545,000,000 en 1929.

L'honorable M. BEAUBIEN.

Il est certes légitime de se demander où ce débordement s'arrêtera, car il faudra qu'il s'arrête enfin. Les Américains ont déjà conquis le quart de notre marché, et leurs produits ont débordé notre digue de protection éphémère. J'ai lu les déclarations que le ministre des Finances a récemment faites dans l'Ouest, et d'après lesquelles la gauche de cette Chambre serait en faveur d'un tarif exagéré, et j'ai été fort surpris. Nous favorisons un tarif de protection, pourvu qu'il soit véritablement protecteur. Une digue, insuffisante en hauteur, même le moins, est totalement inutile pour parer à l'inondation. Or, les résultats ne démontrent-ils pas à l'évidence que notre tarif est trop bas? Les produits américains envahissent et inondent notre territoire tout entier, et si les Américains ont leurs coudées franches, nos cultivateurs continueront de regagner leurs demeures, le soir venu, avec leurs pleins chargements qu'ils n'auront pu vendre; spectacle qui se voit si fréquemment aujourd'hui. Et si vous voulez en connaître la cause: c'est que, grâce au gouvernement, les Américains vendent leurs produits en notre pays, au détriment de nos compatriotes.

Ce qui est vrai pour l'agriculture est également vrai pour l'industrie. Si vous examinez les rapports des compagnies de coton, vous constaterez dans quelle situation se trouve cette industrie. De vieilles compagnies qui avaient l'habitude de verser leurs dividendes avec autant de régularité que ceux de la banque de Montréal, n'en déclarent pas aujourd'hui, non seulement sur leurs actions ordinaires, mais aussi sur leurs actions privilégiées. Le fait est indéniable. Quant à l'industrie de la laine, elle a subi de dures épreuves, mais le gouvernement paraît ignorer ses difficultés. Et pour ce qui concerne l'industrie du fer et de l'acier, qui est peut-être la plus importante entreprise de ce genre dans l'Empire britannique, elle a virtuellement été réduite aux abois, bien qu'elle représente un capital versé de \$120,000,000.

L'honorable M. CASGRAIN: Dans les mains d'un liquidateur.

L'honorable M. BEAUBIEN: Que reçoit-elle en guise de protection? Une mince pitance de sept pour cent. Et à l'heure actuelle, on peut importer du fer et de l'acier à un coût inférieur de beaucoup au prix de revient de ces produits en notre pays. Et le gouvernement persévère dans son inaction.

Je désire maintenant signaler à votre attention un aspect de cette situation. Mon honorable ami qui dirige la Chambre serait plus en mesure que moi de vous renseigner à cet égard, mais je m'emploierai de mon mieux. Récemment, une très intéressante conférence